Solidaires Finances Publiques
V A L - D E - M A R N E
Local syndical – Hôtel des Finances
1 Place du Général Billotte – 94 040 CRÉTEIL Cedex
Tél. : 01-41-94-34-64 ; 01-43-99-65-48 ou 37-95
solidairesfinancespubliques.ddfip94@dgfip.finances.gouv.fr

Déclaration liminaire du Comité Social d'Administration Local (CSAL) du 9 janvier 2023 « suppression d'emplois »

Après nous avoir souhaité de bonnes fêtes en réunissant le dernier CTL sur les restructurations à marche forcée (et sans considération pour l'être humain), vous nous souhaitez la bonne année en supprimant… 82 emplois A, B et C (-4A, -22B, -56C).

C'était déjà plus de 800 emplois supprimés à la DDFiP 94 depuis la fusion en 2009.

Or, alors que « nous sommes déjà à l'os » en termes d'effectifs (ce que confirmait un de vos prédécesseurs), vous trouvez le moyen de battre un record en termes de suppressions d'emplois !

Cette année la grande victime de cette roulette russe est le SIP.
En effet il supporte à lui seul plus de la moitié des suppressions d'emplois (– 44).
PIRE : c'est près d' 1 emploi sur 8 des SIP qui est ainsi supprimé, rien que pour cette année !
Vous tentez de justifier cela par la suppression de la Taxe d'habitation et de la contribution à l'audiovisuel Public. Mais vous oubliez de nous parler de la charge qui va peser sur les SIP suite à la création de GMBI (Gérer Mes Biens Immobiliers), qui va générer des listes à retraiter et l'accompagnement des usagers pour l'utilisation de ce nouvel outil. Pourtant les formations des collègues sont pourtant en cours.

Et, comme l'année dernière, que l'on se rassure, c'est moins d'agents, mais avec toujours plus d'encadrants ! Car la Direction crée – à nouveau – 2 postes d'AFiPA et 1 poste d'AFiP ! (Et après ça on ose nous dire qu'il n'y a pas d'argent pour rémunérer les agents).

Tout est fait pour nous empêcher de travailler correctement, en supprimant les effectifs et en désorganisant l'ensemble de nos missions. Après vous crierez à la taille critique du service et l'incapacité de pouvoir exercer nos missions, afin de les externaliser en les transférer au privé (comme pour les paiements actuellement).
Le nouveau régime de la Responsabilité des Gestionnaires Publiques (RGP) n'est-il pas la

première étape de la future externalisation de la mission de recouvrement forcé ?

Pourtant, les différentes crises qui ont impacté notre pays ont démontré **notre rôle VITAL pour l'économie** : quelle drôle de façon de nous remercier ?!?

Nous ne nous reconnaissons plus dans cette administration, qui n'en a décidément rien à faire, ni du service public, ni des agents (l'état des effectifs, des conditions de travail et nos salaires en étant la parfaite illustration).

Bref, notre cœur de métier est purement et simplement assassiné ! Nos services destructurés ! Nos motivations sabordées ! Nos rémunérations rabotées !

Il serait désormais souhaitable que les Cabinets – si grassement payés avec l'argent public – cessent de nous imposer une idéologie ultralibérale toxique : même les journalistes commencent à le dénoncer, tout comme le mal-être qui en découle à la DGFiP.

Une fois de plus, même lorsque l'on croit que la DDFiP 94 a touché le fond,
vous nous prouvez que vous pouvez faire toujours pire.

Solidaires Finances publiques 94 revendique :

- L'arrêt des suppressions d'emplois ;
- De pourvoir tous les postes vacants ;
- L'arrêt des restructurations et des fermetures de services ;
- Le maintien d'un VRAI réseau de proximité ;
- L'arrêt de la démétropolisation ;
- L'arrêt de la privatisation de nos missions ;
- Une réelle prise en compte des conditions de travail des agents ;
- Un service public gratuit, de proximité et de qualité ;
- Une revalorisation salariale d'ampleur !

C'est pourquoi, face à ce comportement aveuglément destructeur, Solidaires Finances publiques 94 manifeste sa colère en boycottant la présente instance.